

Vers une gestion déléguée de la verbalisation des contraventions

Economie

Posté par: Visiteur

Publié le : 14-11-2012 11:00:35

Un appel d'offres va être lancé pour l'acquisition de 1090 radars routier. L'adjudicataire de cet appel d'offres se verra confier la gestion déléguée de la verbalisation des contraventions

Le ministère de l'Équipement et des Transports va lancer courant novembre 2012 un appel d'offres pour l'acquisition de 1090 radars routiers fixes, dont 960 radars pour détecter les excès de vitesse sur les autoroutes, 120 radars des feux tricolores munis de caméras infrarouges et 10 radars de contrôle de vitesse à l'intérieur des villes. Deux sociétés, une Suédoise et l'autre italienne, sont en lice.

La société suédoise est plutôt favorite. Le programme suédois « Vision Zéro » destiné à la prévention routière, qui vise à faire porter la responsabilité des accidents non pas aux usagers de la route, mais aux concepteurs du système de transport routier, a permis de réduire appréciablement le nombre de morts et de blessés graves sur les routes suédoises.

Cette expérience, qui a été reprise dans divers pays du monde, le Maroc veut en profiter. Les responsables marocains des Transports l'ont fait comprendre lors d'une récente journée maroco-suédoise dédiée à la sécurité routière.

L'adjudicataire de cet appel d'offres se verra confier la gestion déléguée de la verbalisation des contraventions sur les routes et les autoroutes. Donc, ce n'est ni la police ni la gendarmerie royale qui se chargera de la gestion du système d'information sophistiqué gérant le réseau des radars routiers. Ce qui ne manquera pas de décevoir ceux habitués aux « interventions ».

Les termes de la concession comprennent également l'entretien des radars et le traitement des contraventions pour le compte des services de sécurité concernés. L'expérience commencera dans les grandes villes, notamment à Casablanca, avant de s'étendre aux autres villes.

Les responsables souhaitent freiner les accidents de la circulation. Chaque année, ceux-ci causent la mort de 4000 personnes. Après avoir initié des actions au niveau local, le ministère de l'Équipement se tourne désormais vers l'expertise internationale pour stopper l'hémorragie sur les routes.

AFP